

Brochure n° 3262

Convention collective nationale

IDCC : 1621. – **RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE**
(4^e édition. – Juillet 2004)

AVENANT DU 28 SEPTEMBRE 2005
MODIFIANT L'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT
POUR INAPTITUDE PHYSIQUE DU SALARIÉ

NOR : *ASET0551258M*

IDCC : 1621

Entre :

La chambre syndicale de la répartition pharmaceutique (CSRP),

D'une part, et

La fédération nationale des industries chimiques CGT (chimie, parachimie, pharmacie, pétrole, caoutchouc, plastiques) ;

La fédération nationale de la pharmacie Force ouvrière (officine, industrie, VM, droguerie, répartition, laboratoires d'analyses) ;

La fédération chimie-énergie CFDT ;

La fédération nationale chimie-mines-textile-énergie CFTC ;

La fédération nationale du personnel d'encadrement des industries chimiques, parachimiques et connexes CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Par le présent avenant, les parties conviennent que le dernier alinéa de l'article F3 de la convention collective de la répartition pharmaceutique doit être modifié.

Cet alinéa consacré à l'indemnité de licenciement pour inaptitude physique du salarié est, en effet, devenu obsolète.

Cet avenant annule et remplace le dernier alinéa de l'article F 3 de la convention collective de la répartition pharmaceutique.

Article 2

Nouvelles dispositions de la convention collective nationale

Le dernier alinéa de l'article F 3 de la convention collective nationale est remplacé comme suit :

« En cas de rupture du contrat de travail due à une inaptitude physique constatée, le salarié percevra l'indemnité conventionnelle de licenciement dès lors qu'il remplit les conditions d'ancienneté prévues aux alinéas précédents.

Si cette inaptitude est due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, le salarié percevra le double de l'indemnité légale de licenciement ou, si elle est plus favorable et dès lors qu'il remplit les conditions d'ancienneté, l'indemnité conventionnelle de licenciement. »

Article 3

Formalités de dépôt et demande d'extension

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent avenant sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi et de la solidarité l'extension du présent avenant.

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du jour suivant son dépôt.

Fait à Paris, le 28 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)